

Lettre électronique n° 1 de la Tendance CLAIRE du NPA

Pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire !

Supplément au bulletin Au CLAIR de la lutte (6 mai 2009)

<http://tendanceclaire.npa.free.fr/>



SOMMAIRE

Qui sommes nous ?	- - - - -	2
Après les manifestations du 1er mai... quelles perspectives ?	- - - - -	2
Des exemples de grèves à suivre... et à fédérer !	- - - - -	4
La direction du NPA n'aurait pas dû signer les déclarations unitaires avec le PCF, le PG, et le PS qui s'alignent sur les positions des bureaucraties syndicales	- - - - -	4
Marche unitaire pour l'interdiction des licenciements : Chiche ! Mettons-y les moyens pour que cela soit une étape vers la grève générale !	- - - - -	6
Quels mots d'ordre pour aider les travailleurs à empêcher les licenciements ?	- - - - -	7
Assemblée de secteurs en luttés de la région parisienne	- - - - -	9
Motion du Comité NPA de Romans (Drôme) pour l'AG interpro du 1^{er} mai	- - - - -	11
Arrestations d'étudiants à l'université Lyon II : front uni contre la répression !	- - - - -	12
Meeting sur la crise argentine mercredi 6 mai à l'Université Paris VII	- - - - -	13
Hommage au camarade Hoàng Khoa Khôi (1915-2009)	- - - - -	14

Qui sommes nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009. Elle est animée par des militants qui participent activement au processus NPA depuis son lancement (présents dans onze départements, les uns viennent de l'ex-Groupe CRI, d'autres de l'ex-LCR, d'autres étaient sans parti auparavant). Sa base, qui s'enrichira au fur et à mesure des discussions dans le NPA selon les besoins de l'action commune, est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale et par les textes du Projet de Tendances défendant le communisme, la révolution et l'auto-organisation, adoptés le 13 décembre 2008, soumis aux AG électives, puis au congrès fondateur du NPA, où ils ont obtenu entre 1,61 et 2,82% des voix. Sa nécessité est due aux importantes limites et faiblesses cristallisées par ce congrès. Son objectif est de convaincre la majorité des militants du NPA d'adopter les orientations révolutionnaires qu'elle propose.

Militants du NPA, nous combattons pour en finir avec le capitalisme, ce système barbare qui implique des inégalités intolérables, la misère des masses, l'exploitation des travailleurs, les guerres pour le profit, les désastres écologiques...

Nous luttons pour une révolution qui permettra la satisfaction de nos revendications légitimes et de nos aspirations humaines, par la construction d'une société libre et égalitaire, sans classes et sans État : une société communiste. Cette émancipation n'est possible qu'à l'échelle mondiale et sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, contrairement au prétendu « socialisme » de l'ex-URSS ou de Chine, où régnait une bureaucratie exploiteuse et parasitaire.

Notre objectif politique est donc le pouvoir des travailleurs, largement majoritaires dans la population, à tous les niveaux. Dans ce but, nous combattons pour un gouvernement des travailleurs auto-organisés, qui seul aura assez de force pour diriger la révolution, exproprier les capitalistes et empêcher leur contre-révolution.

La construction d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire est indispensable pour y parvenir.

Après les manifestations du 1^{er} mai... quelles perspectives ?

Pour ne pas payer la crise du capitalisme, pour affronter le patronat et le gouvernement, pour gagner sur nos revendications... il faut une grève générale, comme en Guadeloupe !

Organisons-nous pour la préparer, pour imposer aux directions syndicales qu'elles y appellent et pour entrer en grève reconductible sans attendre, dès que possible !

Encore 70 000 chômeurs supplémentaires en un mois ! Depuis octobre, il y en a 2 à 3 000 de plus chaque jour ! **Les capitalistes multiplient les licenciements, les fermetures d'entreprises, le chômage partiel, les baisses de salaire.** Par ses prétendus « plans de relance », **Sarkozy offre des milliards aux banques et aux patrons**, tout en amplifiant ses attaques contre les acquis sociaux et les services publics (suppressions de postes de fonctionnaires, privatisations de la poste, du fret, de l'énergie, etc., attaques contre l'enseignement public...).

Mais dès le 29 janvier, et de nouveau le 19 mars, **des millions de travailleurs ont fait grève et manifesté pour dire leur refus de payer la crise du capitalisme.** En Guadeloupe et en Martinique, une grève générale déterminée a permis aux travailleurs d'infliger une défaite historique au patronat et au gouvernement. Dans les universités, une grève auto-organisée et illimitée des

enseignants, personnels BIATOS et étudiants dure depuis le 2 février, avec des piquets de grève dans la moitié des facs. Dans les hôpitaux, la journée d'action du 28 avril a été un nouveau succès. Après celle des postiers du 92, qui a duré deux mois et demi, une grève reconductible est en cours dans l'énergie, cette fois au niveau national. Dans les usines, les débrayages, les séquestrations de patrons (actions légitimes qui effraient la bourgeoisie), mais surtout les **grèves auto-organisées, reconductibles et déterminées** (dont les médias parlent bien moins, car elles sont en fait beaucoup plus efficaces !) se multiplient, avec le soutien de la population.

Tous ces faits prouvent que **les travailleurs sont prêts au combat et qu'ils entrent en lutte dès que l'occasion s'en présente**, que ce soit par une explosion spontanée de colère ou à l'initiative de militants combattifs. Mais ces luttes restent dispersées, secteur par secteur, voire entreprise par entreprise. Or il est évident que, face à la crise du capitalisme et à la politique de Sarkozy, il n'est pas possible d'arracher des victoires importantes sans lutter tous ensemble en même temps. C'est pourquoi la grève générale jusqu'à satisfaction est à l'ordre du jour.

Mais **les principales directions syndicales (CFDT, CGT, FO, FSU), tout comme leurs amis des partis de la gauche institutionnelle (PS, PCF, PG...), refusent de se battre pour la grève générale** : elles préfèrent participer aux « concertations » avec le patronat et le gouvernement et appellent à des « journées d'action » espacées, sans la moindre perspective. Bien sûr, nous avons de nouveau manifesté le 1^{er} mai, journée internationale de lutte des travailleurs. Notamment pour dire aux directions syndicales que nous voulons la grève générale, que nous exigeons un appel clair en ce sens. Mais elles poursuivent dans la même voie sans issue, en nous appelant de nouveau à des journées d'action les 26 mai (sans appel interprofessionnel à la grève !) et le 13 juin (un samedi !).

Pourtant, depuis le 19 mars, dans les syndicats (qui appartiennent aux travailleurs, non aux bureaucrates), notamment dans la CGT, la colère monte, les interpellations des dirigeants se multiplient pour qu'ils appellent à la grève générale. Le NPA ne doit pas être en retrait par rapport à ces interpellations qui montent de l'intérieur même des syndicats. Or, dans son communiqué du 2 mai, la direction du NPA souhaite que « *le front unitaire se maintienne et qu'il durcisse le ton, en appelant à généraliser les luttes, les grèves, en donnant de nouveaux rendez-vous qui favorisent la mobilisation, construisent le rapport de forces* ». Les travailleurs n'ont pas besoin que les bureaucrates les appellent à de nouveaux rendez-vous, à de nouvelles journées d'action. **Le NPA doit clairement se positionner contre la tactique des journées d'action et se battre pour imposer aux directions confédérales un appel clair à la grève générale sur la base d'une véritable plate-forme de revendications.**

C'est pourquoi **nous proposons que le NPA impulse partout la création de comités de préparation de la grève générale**. Il s'agit de permettre aux militants d'organisations diverses et au maximum de travailleurs non organisés de discuter et d'agir ensemble, jusqu'à la grève dès que possible. Il s'agit de définir collectivement nos revendications (*zéro licenciement, zéro fermeture d'entreprises, paiement à 100% du chômage partiel, répartition des heures de travail entre tous, 300 euros pour tous et indexation des salaires sur les prix, retrait de toutes les contre-réformes du gouvernement, régularisation de tous les sans papiers...*). Il s'agit d'exercer une pression maximale sur les directions syndicales pour qu'elles rompent avec le gouvernement et appellent enfin à la grève générale.

Il nous faut donc construire nous-mêmes l'unité contre les bureaucrates qui n'en veulent pas. Pour cela, le NPA devrait mettre toutes ses forces dans la coordination des comités de mobilisation, pour aider à la constitution d'une **Coordination Nationale interprofessionnelle des Délégués des travailleurs en lutte**. Cordonnons-nous au niveau national car notre lutte est une seule doit être centralisée ! Discutons avec nos camarades de Continental, Caterpillar, Toyota d'une plate-forme commune de revendications et de nos méthodes de lutte. C'est la seule façon d'imposer aux directions syndicales une autre stratégie, capable de nous amener à la victoire.

Des exemples de grèves à suivre... et à fédérer !

Les grèves qui sont à la fois auto-organisées (AG et comités de grève), soutenues par les syndicats combatifs et les plus déterminées (piquets de grève, occupation...), sont bien les plus efficaces :

- la grève avec comité de grève et blocage des travailleurs de Toyota à Onnaing (Nord), la première depuis l'ouverture de l'usine en 2001, a réussi à imposer au patron le paiement à 95% du chômage partiel
- la grève avec occupation, pendant 34 jours, de l'usine FCI Microconnections à Mantes-la-Jolie (Yvelines), a imposé le maintien du site jusqu'en 2014 et des effectifs jusqu'en 2011, alors que le patron voulait délocaliser rapidement à Singapour, et 27 jours de grève ont été payés
- la grève avec piquets et occupation de la fonderie Rencast dans l'Indre (fabricant de pièces de voiture) a imposé l'annulation pure et simple du plan de fermeture, le maintien de tous les emplois et le paiement intégral des dix-huit jours de grève...

Ces victoires partielles dans un conflit assez isolé montre la force de la classe ouvrière : si nous nous mettons à lutter tous ensemble, nous pouvons obtenir beaucoup plus. Pour cela, **le NPA doit non seulement dresser la perspective de la grève générale comme la seule réponse à la hauteur des attaques, mais il doit surtout formuler des propositions concrètes qui permettent de faire des pas en avant dans la voie de sa réalisation.** Impulser des comités, travailler à leur coordination, et permettre la réunion au plus vite d'une coordination nationale des délégués des travailleurs en lutte, est à notre avis la tâche prioritaire qui s'impose. Pour combattre la politique des bureaucrates qui mène les travailleurs à l'échec et à la démoralisation, nous devons tout faire pour qu'émerge une coordination nationale des travailleurs auto-organisés, en étendant à l'ensemble du monde du travail ce qui existe déjà (de façon certes imparfaite) au niveau des universités, avec les coordinations nationales universitaires et étudiantes.

La direction du NPA n'aurait pas dû signer les déclarations unitaires avec le PCF, le PG, et le PS qui s'alignent sur les positions des bureaucraties syndicales

Avant chaque journée d'action nationale appelée par les confédérations syndicales, la direction de notre parti a signé une déclaration commune avec les principaux partis de « gauche ». S'agit-il ou pas d'une bonne décision ? Ces signatures aident-elles les travailleurs à développer leur lutte de classe et se défaire du carcan fixé par la bureaucratie syndicale ? Pour y voir clair, examinons le contenu de la dernière déclaration en date, celle pour le 1^{er} Mai.

a) S'agit-il d'un accord de front unique pour la défense de revendications élémentaires ?

La déclaration ne défend aucune revendication élémentaire aujourd'hui pour les travailleurs : ni l'exigence de zéro licenciement et zéro fermeture d'entreprise, ni le retrait des décrets sur le statut des enseignants-chercheurs et de la LRU, ni le retrait des projets de loi Bachelot de privatisation de la santé, ni la régularisation de tous les sans-papiers, ni l'abrogation des lois liberticides... Elle camoufle les points de vue opposés entre ceux qui sont pour l'interdiction des licenciements et ceux qui n'ont rien contre les licenciements dus à une cause économique sérieuse, en parlant de la « défense de l'emploi » et du « refus » par les salariés « des licenciements ». Les déclarations précédentes ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles-ci.

Ce ne sont donc pas des accords de front unique, comme l'était le LKP, où toutes les organisations s'étaient mises d'accord pour lutter ensemble, par delà leurs désaccords, pour une plate-forme de 132

revendications très précises (même si certaines étaient réformistes et contestables¹). Un tel accord a été utile aux travailleurs, car il leur a servi de point d'appui pour se mobiliser ensemble pour arracher ces revendications par la lutte de classe.

b) La déclaration unitaire s'aligne sur la plate-forme intersyndicale du 5 janvier, c'est-à-dire sur un autre plan de sauvetage du capitalisme

La déclaration unitaire pour le 1^{er} mai dit que le gouvernement « *refuse d'entendre les exigences sociales qui se sont exprimées, entre autres, au travers de la plate forme intersyndicale du 5 janvier et dans les journées des 29 janvier et 19 mars* ». La déclaration fait donc croire que les revendications des travailleurs sont contenues dans une plate-forme intersyndicale que le gouvernement refuse de satisfaire.

Or, cette plate-forme revendicative n'existe pas. Pire, la déclaration présente les mesures de chômage partiel comme des mesures de « sauvegarde de l'emploi » : « *Les entreprises confrontées aux baisses d'activité utilisent des mesures de sauvegarde d'emplois comme le chômage partiel, les jours de RTT ou de congés... Toutes ces mesures doivent être négociées* ». Non seulement la déclaration n'exige pas le paiement intégral des jours chômés par les patrons, mais en plus elle applaudit les entreprises qui y ont recours, puisque cela permet de « sauvegarder » l'emploi. Si la déclaration intersyndicale réclame plus de pouvoir d'achat pour les salariés, elle ne comporte aucune revendication chiffrée ! Pire, elle endosse la politique de réduction du « coût du travail » du gouvernement : « *Les allègements de cotisations sociales doivent être conditionnés à la conclusion d'accords salariaux.* » Cela signifie que les confédérations acceptent une baisse du salaire indirect ; en effet, les cotisations sociales payées par les patrons constituent le salaire indirect des travailleurs. Concernant la Fonction publique, les confédérations refusent d'exiger l'abandon de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) qui englobe la baisse des effectifs, la mise en place d'un management de type privé, le salaire au mérite, etc.

La plate-forme du 5 janvier constitue un plan de sauvetage du capitalisme, légèrement différent de celui de Sarkozy, manifestement inspiré par le PS et le directeur général PS du FMI, Dominique Strauss-Kahn. C'est clairement différent des positions défendues par le NPA. Alors, pourquoi la direction du parti choisit-elle de signer un tel document ?

c) Une signature utile, indifférente ou nuisible ?

La direction du parti reconnaît elle-même que la déclaration commune cautionne la politique des directions syndicales, nuisible à la lutte des travailleurs. Mais elle explique qu'il fallait tout de même signer la déclaration, car « *il est important qu'un soutien public, le plus large possible, soit apporté par le maximum d'organisations de gauche aux luttes en cours* » (notes du CE). Mais le PS, le PCF, le PG et les directions syndicales soutiennent-ils réellement les luttes en cours ?

Tout au contraire, nous savons qu'ils font tout leur possible pour les freiner. Nos camarades du NPA Énergie l'expliquent très clairement à propos de l'attitude de la direction de la CGT-Mines et Énergie en particulier. Nous voyons plus généralement que les directions syndicales refusent de mettre en avant les revendications et ne proposent que des journées d'action sans lendemain, refusant de préparer, d'appeler et de construire la grève générale nécessaire pour vaincre le patronat et Sarkozy.

Cette déclaration ne sera d'aucune utilité aux travailleurs en lutte de l'automobile, d'EDF-GDF, des facs, des hôpitaux, etc., qui se heurtent au contraire à la politique du PS, du PCF, du PG et des directions syndicales.

La déclaration commune n'a en fait d'intérêt que pour le PS, le PCF et le PG. D'une part, ils essaient ainsi de faire croire qu'ils soutiendraient les travailleurs. D'autre part, ils veulent soumettre le NPA à leur propre programme, qui n'est qu'un programme bourgeois un peu différent de celui de Sarkozy.

¹ Cf. nos déclarations sur la grève générale antillaise, <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

Le NPA ne doit surtout pas apporter sa caution à cette opération. C'est pourquoi nous pensons que la direction du NPA n'aurait pas dû signer cette déclaration commune.

d) Pour une politique d'indépendance de classe pour que les travailleurs ne payent pas la crise

Il est essentiel que les travailleurs puissent s'appuyer dans leurs luttes sur une organisation qui mette en avant un programme indépendant pour la classe ouvrière face à la crise. C'est le rôle que doit jouer le NPA.

Si le NPA défend avec constance et détermination une orientation indépendante, sans se préoccuper de la pression des médias bourgeois et des bureaucrates syndicaux, il ne fait pas de doute qu'il sera un point d'appui utile aux luttes ouvrières et qu'il rencontrera l'aspiration des centaines de milliers de travailleurs à ne pas payer la crise du capitalisme.

La perspective à ouvrir n'est donc pas celle d'un « changement de cap », comme le préconise la déclaration commune, qui semble vouloir dire qu'il s'agirait d'imposer à Sarkozy une meilleure politique en attendant 2012, mais celle du combat pour vaincre le gouvernement Sarkozy au service du MEDEF. Cependant un gouvernement du PS ne ferait pas fondamentalement une autre politique, comme le prouvent non seulement sa politique passée, mais même ses déclarations présentes, alors qu'il est théoriquement dans l'opposition. C'est seulement si les travailleurs parviennent à conquérir et à exercer eux-mêmes le pouvoir politique qu'ils pourront ne pas payer la crise.

Marche unitaire pour l'interdiction des licenciements : Chiche ! Mettons-y les moyens pour que cela soit une étape vers la grève générale !

La direction du NPA propose de mettre en avant l'organisation de marches régionales contre les licenciements, qui déboucheraient sur une marche unitaire à Paris pour l'interdiction des licenciements, laquelle déboucherait elle-même sur des « *états généraux populaires mettant en accusation le système capitaliste, la crise et ses conséquences, posant les jalons d'autres formes d'organisation de la société* ».

L'organisation d'une marche centrale contre les licenciements est une bonne idée, à condition de rompre avec le sectarisme et de l'inscrire dans la perspective de la grève générale à construire. Alors que le POI (parti ouvrier indépendant) s'adresse (notamment) au NPA depuis des semaines en proposant une marche centrale à Paris pour l'interdiction des licenciements², la direction du NPA, après avoir royalement ignoré les adresses du POI... reprend aujourd'hui une proposition semblable, tout en continuant à ignorer que celle-ci est également portée par le POI ! Certes, le POI pratique l'insulte, mène une politique d'appareil, mais ce n'est évidemment pas une raison d'ignorer ses propositions portées par ses milliers de militants. **Mener une politique de front unique, ce n'est pas s'allier avec ses « amis », mais chercher l'unité la plus large au sein du mouvement ouvrier sur les revendications des travailleurs.**

Nous devons donc proposer à l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier, à l'ensemble des travailleurs en lutte, de préparer ensemble cette marche unitaire. Nous ne pouvons pas ignorer que le POI a recueilli environ 50 000 signatures sur sa proposition et qu'il a impulsé la création de dizaines de comités. Nous ne pouvons pas ignorer que LO dirige de nombreuses luttes ouvrières par l'intermédiaire des syndicats de boîte où elle a de fortes positions. Nous ne pouvons pas ignorer que des dizaines de syndicats se sont prononcés pour aller vers un mouvement de grève générale. Concrètement, nos partenaires logiques pour une telle marche sont les organisations qui s'opposent à

² Cf. notre article dans *Au CLAIR de la lutte* n° 1

tous les licenciements, principalement LO et le POI, mais aussi les syndicats combattifs à tous les niveaux. Nous devons mettre en œuvre une authentique politique de front unique sur le modèle du LKP avec tous ceux qui y sont prêts. Le plan de lutte du LKP vers la grève générale avait commencé par une manifestation. Nous devons donc préparer sérieusement cette marche contre les licenciements, en l'inscrivant dans notre plan d'ensemble vers la grève générale. Ainsi, cette marche pourrait être appelée par la première réunion de la Coordination nationale des délégués des travailleurs en lutte, avec le soutien du NPA, de LO, du POI et de dizaines de syndicats combattifs.

Quels mots d'ordre pour aider les travailleurs à empêcher les licenciements ?

1) La position que nous avons défendue au congrès de fondation

Lors du congrès, nous avons expliqué que le mot d'ordre d'« interdiction des licenciements » n'était juste qu'à condition d'être lié explicitement à la perspective d'un gouvernement des travailleurs. En effet, dans le cas contraire, on suggère aux travailleurs que l'interdiction des licenciements pourrait être le résultat d'une loi votée à l'Assemblée Nationale. Or l'interdiction des licenciements est incompatible avec le capitalisme. Elle suppose donc non seulement le renversement de l'actuel gouvernement, mais aussi la destruction l'État lui-même et l'instauration d'un gouvernement des travailleurs.

On nous avait reproché de polémiquer sur les virgules. Malheureusement, la manière dont le mot d'ordre d'interdiction des licenciements a été présenté dans *Tout est à nous !* n° 2 (qu'on peut lire à l'adresse <http://www.npa2009.org/content/nparguments-pour-linterdiction-des-licenciements>) a confirmé nos craintes. Des divergences théoriques dans le programme conduisent ainsi logiquement à de grandes différences dans la lutte des classes.

2) « L'interdiction des licenciements », une réforme possible dans le cadre du capitalisme ?

L'argumentaire présente très explicitement « l'interdiction des licenciements » comme une simple réforme dans le cadre du capitalisme. On y lit notamment que « *le statut des salariés des entreprises privées doit être totalement refondé* » pour donner de nouveaux droits aux salariés : « *Ces droits existent en partie pour les salariés du secteur public. Ils doivent être étendus au privé* ». Ainsi, il s'agit de refonder, c'est-à-dire réformer le statut des travailleurs... qui resteront des salariés du « privé » : on se situe donc dans le cadre du maintien de la propriété privée. Pour les auteurs de l'article, l'objectif est d'établir un rapport de force pour « *responsabiliser le patronat* » et lui imposer « *l'interdiction des licenciements* ». Enfin, pour qui aurait encore un doute, la fin de l'article lève tout ambiguïté, expliquant qu'« *imposer l'interdiction des licenciements est possible, comme les salariés ont imposé la journée de huit heures, les 40 heures, les congés payés, l'interdiction du travail des enfants* ». Pour les auteurs de l'article, l'interdiction des licenciements est donc bien une réforme possible dans le cadre du capitalisme. Comme l'interdiction effective des licenciements est incompatible avec le système capitaliste, on ne peut en conclure qu'une chose : ils doivent entendre par « interdiction des licenciements » tout à fait autre chose qu'imposer zéro licenciements.

3) Sécurité Sociale Professionnelle ou interdiction des licenciements ? Responsabiliser les patrons ou les exproprier ?

En fait, au lieu de l'interdiction des licenciements, l'argumentaire publié dans *Tout est à nous !* défend une simple régulation des licenciements.

L'article estime que « *l'entreprise, le groupe, la branche doivent être responsables de la continuation d'emploi du salarié en assurant son salaire, la poursuite de sa carrière et sa formation* ». Il s'agit,

non pas de garantir le maintien de **l'emploi**, mais de « *garantir le **contrat de travail*** », en faisant payer le patronat dans son ensemble.

La proximité avec la proposition de Sécurité sociale professionnelle (SSP) est frappante. Ainsi, voici comment Maryse Dumas, n°2 de la CGT, synthétisait le projet de la CGT de SSP : « *Nous proposons une sécurité sociale professionnelle, c'est-à-dire des droits à une carrière, à la formation professionnelle, à la progression des salaires, **au maintien du contrat de travail et du salaire en cas de suppression d'emploi**. Ces droits seraient attachés à la personne du salarié, et progresseraient avec lui. Ils seraient garantis au plan interprofessionnel afin que chaque employeur soit tenu de les prendre en compte et de les respecter chaque fois que le salarié change d'emploi* » (Le Monde, 25 octobre 2004.)

La Sécurité sociale professionnelle traduit la transformation de la CGT en « syndicat de proposition ». Les différentes versions de SSP – plus ou moins « radicales » – ont, malgré leur apparente diversité, fondamentalement pour objectif de résoudre cette double difficulté patronale « rigidité du marché de l'emploi – inadéquation de la formation » par la double solution « flexibilité pour les entreprises – 'sécurité' et formation pour les salariés ». Cette « solution » devrait être réalisée par un double mouvement : d'un côté, le transfert de la responsabilité du licenciement de l'entreprise vers la collectivité (des citoyens ou des patrons), de l'autre, la création d'un « statut » du salarié hors de l'emploi, statut qui combinerait rémunération et droit à la formation.

Bien sur, la SSP défendue dans l'article de *Tout est à nous !* est une version « radicale » : on exige le maintien intégral du salaire payé intégralement par la collectivité des patrons (via une nouvelle branche de la sécurité sociale). Le NPA veut « imposer » cette mesure, en faisant croire, de façon erronée, que cela revient à interdire les licenciements et à en finir avec le chômage.

Or, on n'en finira pas avec le chômage en « responsabilisant » les patrons, comme le préconise l'argumentaire, mais en les expropriant, en changeant de régime social, et par le fait que les travailleurs feront tourner la production en fonction de leurs besoins. L'idée d'une entreprise capitaliste « responsable », « citoyenne », « éthique », etc., est une utopie, étant donné les lois de la production capitaliste.

4) Le chômage : résultat de « choix de rentabilisation » ou logique objective du capital ?

La logique réformiste qui sous-tend l'argumentaire de *Tout est à nous !* est à notre avis liée à une conception erronée du capitalisme véhiculée par l'article. Les licenciements, le chômage de masse, sont présentés comme étant le produit, non de la logique même du système, mais de choix d'individus (les capitalistes) malfaisants. Par exemple, le texte parle d'un conseil d'administration qui « **préfère placer les bénéfiques dans des coups de Bourse hasardeux plutôt que de s'en servir pour développer l'investissement et l'emploi et bien sûr payer correctement les salariés** », du « **bon vouloir d'une poignée de gros actionnaires et de patrons** », ou encore explique que « **à une échelle globale, les licenciements et les suppressions d'emplois sont bien dus à des choix de rentabilisation** ». Or, si le chômage n'est que le résultat de mauvais choix, il suffit pour en finir avec lui d'obliger les individus malfaisants à prendre de meilleures décisions. Bref, il suffit de réformer, voire simplement de moraliser le capitalisme.

Cette perspective est une utopie, comme l'expliquent d'ailleurs les principes fondateurs du NPA : « *La logique du système invalide les prétentions de le moraliser, de le réguler ou de le réformer, de l'humaniser, qu'elles soient sincères ou hypocrites.* » Il serait bon que les articles publiés dans notre journal, *Tout est à nous !* ne disent pas ou ne suggèrent pas le contraire !

5) Des mots d'ordre pour lutter contre les licenciements

À l'heure où la crise du capitalisme menace de jeter à la rue des centaines de milliers de travailleurs en France et des dizaines de millions dans le monde, la manière dont l'article de *Tout est à nous !* pose le

problème des licenciements a enfin tendance à évacuer la question centrale, brûlante : comment aider aujourd'hui les travailleurs à empêcher, ici et maintenant, ces vagues de licenciements et de fermeture d'entreprises ?

De ce point de vue, le *Programme de transition*, programme d'action de la IV^e Internationale, rédigé en 1938 par Trotsky fournit des mots d'ordre d'une frappante actualité :

- exiger l'ouverture des livres de compte face à tout capitaliste qui prétend licencier
- n'accepter aucun licenciement, même si l'ouverture des livres de compte révèle la faillite de l'entreprise prise à la gorge par la crise du capitalisme
- se battre pour la répartition des heures de travail entre les travailleurs et les chômeurs sans baisse de salaire
- mettre en avant les méthodes de la lutte des classes et l'auto-organisation : les grèves, les piquets de grève, les occupations d'usine, les comités de grève, les comités d'usine...
- combattre pour le contrôle ouvrier
- lutter pour l'expropriation des capitalistes dans les secteurs clés de l'économie, à commencer par les entreprises du CAC 40, et pour leur nationalisation sous contrôle ouvrier préparant les travailleurs à l'idée de l'expropriation pure et simple du capital
- défendre un plan de grands travaux conçu et réalisé sous le contrôle des travailleurs

Tous ces axes dirigent vers une seule et même conclusion : pour en finir avec le chômage, les travailleurs doivent conquérir le pouvoir politique. Seul un gouvernement des travailleurs auto-organisés aura assez de force pour commencer à détruire ce système qui détruit nos vies et diriger la révolution socialiste.

Assemblée de secteurs en luttés de la région parisienne

Voici le premier tract unitaire issu de **l'Assemblée de secteurs en lutte Région parisienne** qui s'est tenue jeudi 30 avril à l'Université Paris III Censier, avec la participation d'une cinquantaine de personnes dont des étudiants, des enseignants, des BIATOSS, des représentants de la CSP 75, des travailleurs sans emplois, et quelques travailleurs en lutte (BHV, Radio-France,...). Cette AG fait suite à l'AG précédente de la semaine d'avant à la Bourse du travail de Paris, qui elle-même faisait suite au rassemblement interpro devant la FNAC bastille du jeudi 9 avril.

Ce tract unitaire est un premier écrit de revendications communes (non exhaustives) et appelle à la création de comités de mobilisation dans chaque lieu de travail, de vie, et d'étude, en vu de préparer la grève générale pour imposer nos revendications. Après discussion et amendements, il fut approuvé à l'unanimité moins deux abstentions.

La tendance CLAIRE du NPA soutient cet appel et appelle à diffuser massivement ce tract, afin de réussir la prochaine AG de secteur en luttés qui aura lieu jeudi 14 mai à la Bourse du travail de Paris.

Assemblée de secteurs en lutte Région parisienne : Texte unitaire de salariés, avec et sans papiers, chômeurs et étudiants en lutte

Depuis plusieurs semaines, des salariés du public et du privé, des étudiants et des enseignants, des chômeurs et des précaires, avec ou sans papiers, syndiqués ou non syndiqués, ont décidé de se réunir ensemble régulièrement pour définir des actions et revendications communes, et organiser la convergence entre les différentes luttés en cours.

Actuellement, en région parisienne et dans toute la France, la plupart des secteurs du public (l'éducation, de la maternelle à l'université, la santé, l'énergie, la poste...) sont dans des dynamiques de mobilisation ou déjà en grève contre le processus de privatisation qui touche l'ensemble du service public. La précarisation des emplois concerne tous les salariés, du public comme du privé. La course à une rentabilité toujours accrue des travailleurs a un prix : 3000 chômeurs de plus par jour en France ! Alors que les plans sociaux, les licenciements et les délocalisations se multiplient, les conflits sociaux se durcissent dans des nombreuses entreprises (Continental, Fnac, BHV, IBM...). Les travailleurs sans-papiers, qui sont maintenus dans des conditions de précarité extrême, afin de faire pression sur les salaires et les conditions de travail de tous les salariés, sont largement employés dans les secteurs les plus difficiles (bâtiment, restauration, manutention, services à la personne...). Malgré ces conditions, les sans-papiers sont investis dans des nombreuses grèves (KFC, Man Btp, Adecco...) et s'organisent en collectifs ou coordinations.

Les politiques du gouvernement et du patronat s'inscrivent dans une même logique capitaliste qui vise à accroître les profits d'une minorité, en dégradant nos conditions de vies et en marchandisant nos acquis sociaux. Ce n'est que par une lutte unitaire autour de revendications communes que nous pourrions obtenir des meilleures conditions de vie, de travail et d'étude pour tous.

Nos revendications communes

Nous exigeons un service public de qualité, gratuit et accessible à tous, et géré collectivement par les travailleurs et les usagers. Par conséquent nous demandons l'abrogation des lois de privatisation du secteur public : éducation, santé, énergie, poste...

Nous ne voulons pas perdre nos vies à les gagner, par conséquent nous demandons l'augmentation du salaire minimum (SMIC), l'indexation des salaires sur les prix, et un contrôle du prix des denrées de base.

Nous nous battons pour l'interdiction des licenciements et des délocalisations ; le partage des heures de travail afin de travailler moins pour travailler tous ; et la réquisition, sous contrôle des travailleurs, des entreprises qui ferment ou licencient massivement.

Nous refusons une politique d'immigration qui organise les inégalités entre les travailleurs et les divise en bénéfice des gouvernements et du patronat. Nous exigeons ainsi la régularisation de tous les sans-papiers, la liberté de circulation et d'installation, la fermeture des centres de rétention et l'arrêt des rafles et des expulsions.

Nous ne laisserons pas l'État criminaliser les luttes sociales, de même que nous n'admettons pas la répression comme seule issue à toutes les formes de contestation. Nous exigeons ainsi l'abrogation des lois sécuritaires, anti-terroristes, ainsi que l'arrêt des poursuites pour tous les inculpés du mouvement social.

Préparer la grève générale pour imposer nos revendications

Seule la grève générale interprofessionnelle et reconductible permettra de créer un rapport de force contre la politique du gouvernement et du patronat, et ainsi imposer nos revendications. Nous voyons bien que la politique des grandes directions syndicales ne vise pas à construire cette grève générale. Ainsi nous appelons à la création de comités de mobilisation dans chaque lieu de travail, de vie et d'étude, afin de définir une plate-forme de revendications communes et de construire une mobilisation d'ensemble.

Prochaine Assemblée le jeudi 14 mai à la Bourse du Travail de Paris à 18h00

Par ailleurs nous appelons aussi aux rassemblements en soutien aux inculpés de la manifestation du 19 mars, les lundis et mardis 4, 5, 9, et 22 mai à la Place Saint Michel à 9h.

Contact : convergenceparisienne@yahoo.fr

Motion du Comité NPA de Romans (Drôme) pour l'AG interpro du 1^{er} mai

Motion proposée par un camarade de la tendance CLAIRE, votée à l'unanimité du comité NPA de Romans, et diffusée à 500 exemplaires dans la manifestation du 1^{er} mai. Malheureusement, cette motion n'a pas pu être soumise au vote lors du rassemblement qui a suivi la manifestation.

Nous vivons, notamment depuis deux ans, une régression sociale sans précédent :

- **aggravation des injustices sociales** : les profits explosent, la paupérisation et la précarisation s'aggravent.
- **liquidation des services publics**
- **atteintes aux libertés individuelles et collectives.**

C'est une politique pour les patrons, les actionnaires, les riches que met en œuvre, sans vergogne Sarkozy.

Nous le savons toutes et tous, usine par usine, service par service, école par école, nous ne gagnerons pas !

Pour vaincre, il faut l'unité des travailleurs et de leurs organisations syndicales face à ce patronat rapace et ce gouvernement arrogant.

Il n'y a pas d'autre solution que de renouer avec les principes gagnants du syndicalisme de classe et de masse : les AG, l'auto-organisation, la grève générale.

Les journées ponctuelles, sans lendemain ni perspective, ont montré leurs limites malgré leur ampleur.

Il s'agit aujourd'hui de construire un véritable rapport de forces pour mettre un terme à cette régression afin d'aller vers une société plus juste et plus libre où l'exploitation humaine sera bannie.

La Guadeloupe et la Martinique ont démontré que seule la grève générale permettait de gagner.

« **La grève générale ne se décrète pas** » Refrain bien connu servant à justifier des négociations bidons et des actions sans lendemain qui nous conduisent systématiquement à l'échec.

Si la grève générale ne se décrète pas elle se construit. Encore faut-il en avoir la volonté.

NOUS, travailleurs syndiqués ou non du privé et du public, chômeurs, retraités, lycéens, étudiants réunis à la maison des syndicats de Romans ce 1^{er} Mai 2009

DEMANDONS : que les directions confédérales appellent tout suite à la grève générale et à une manifestation nationale à Paris contre les licenciements.

- Pour le maintien de tous les sites et zéro licenciement.
- Aucune perte de salaire si chômage technique
- Pour l'abrogation de toutes les suppressions d'emplois dans le service public et l'enseignement.
- Pour l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux.

DECIDONS : de nous constituer en comité de préparation à la grève générale.

APPELONS : les salariés dans leur usine, les employés dans leur bureau, les enseignants dans leur école, les travailleurs dans leur quartier à constituer des comités de préparation à la grève générale.

TOUS ENSEMBLE DANS L'UNITE AVEC LES ORGANISATIONS SYNDICALES CONSTRUISONS LA GREVE GENERALE ET LA MANIFESTATION NATIONALE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Arrestations d'étudiants à l'université Lyon II : **front uni contre la répression**

Arrestation d'étudiants de Lyon 2 : halte à la répression politique !

Aujourd'hui lundi 27 avril 2009, la présidence de l'université Lyon 2 a organisé un vote concernant le blocage. Pour en assurer la sécurité, elle a décidé d'avoir recours à des vigiles privés plutôt qu'à des personnels de l'université. Nous considérons que ce vote, qui a eu lieu sans débats préalables, sans concertations avec les syndicats et les étudiants, est illégitime et passe par-dessus la démocratie des assemblées générales. L'appel au boycott de ce vote contresigné par les syndicats UNEF et FSE et par le collectif du personnel et des enseignants Pau a été censuré. Alors que les assemblées générales de Bron, des Quais et des doctorants se sont prononcées pour le boycott. Dans ce contexte, les grévistes qui se battent depuis deux mois pour la sauvegarde de l'enseignement supérieur ont voulu manifester devant les bureaux de vote afin de protester. C'est à ce moment-là que les vigiles privés ont utilisé la violence contre les étudiants en les gazant. Les forces de police sont intervenues et ont poursuivi les grévistes dans une véritable embuscade aux alentours de Jean Macé afin d'arrêter de manière ciblée quatre étudiants connus de la mobilisation. Deux des étudiants sont des syndicalistes. C'est une arrestation politique puisque les personnes arrêtées n'étaient pas présentes lors des échauffourées. Nous condamnons le choix de la présidence de Lyon 2 de recourir à des vigiles dans l'université, ainsi que les violences auxquelles ils se sont livrés, en perdant leur sang-froid. Plusieurs étudiants ont été frappés. Nous condamnons la violence policière et les arrestations préméditées de grévistes connus afin de casser le mouvement de grève. Nous ne céderons pas face à la répression. La mobilisation continue et nous appelons à la manifestation du mardi 28 avril et du vendredi 1er mai. Libérez nos camarades.

UNEF, FSE, UPC, fédération PCF Rhône, UEC, JC, JCML, étudiants mobilisés, Sud étudiant

Libérez nos camarades !

Hier Lundi 27 Avril quatre étudiants de Lyon 2 ont été interpellés et placés en garde à vue par la police lyonnaise. Parmi ces étudiants 2 syndicalistes de la FSE dont l'un est membre de notre collectif "Tous Ensemble".

C'est à la suite d'un scrutin organisé par la présidence de l'université Lyon 2 sur la question du blocage de l'université par les étudiants grévistes en lutte contre la loi LRU que ces arrestations ont eu lieu.

Bien que les trois assemblées générales d'étudiants de Bron, des quais et des doctorants aient appelé au boycott de ce scrutin, la présidence de Lyon 2 l'a maintenu et a engagé des vigiles privés pour l'assurer et pour l'arrêter ensuite à 15 heures sur un taux de participation de 14 %.

Alors que les étudiants opposés au scrutin manifestaient devant les bureaux de vote, des incidents ont éclaté opposant grévistes et vigiles privés qui n'ont pas hésité à gazer des étudiants, voire à en séquestrer dans la salle de vote.

La présence d'une trentaine de policiers (police nationale et Brigade Anti-Criminalité) est alors repérée au sein de l'université. Les étudiants grévistes décident de sortir en cortège pour éviter toute interpellation et tout ciblage politique. La manifestation est bloquée et chargée par les policiers venus en nombre.

C'est à ce moment que nos camarades étudiants ont été arrêtés. Ils sont aujourd'hui en garde à vue. Il faut noter qu'il s'agit bien évidemment d'un ciblage politique, car aucun des interpellés n'était présent lors des incidents, mais que deux sont des syndicalistes.

Ces événements sont éclairants de la volonté de criminalisation de tous les mouvements sociaux qui se lèvent dans ce pays.

Ce gouvernement veut à tout prix empêcher que la mobilisation se durcisse, s'étende et s'unifie contre sa politique. Il exprime ainsi le caractère de plus en plus minoritaire de son pouvoir et croit pouvoir durer grâce aux exactions policières.

Le collectif "Tous Ensemble" condamne le recours à des vigiles privés par la présidence de Lyon 2, ainsi que l'appel aux forces policières.

Le collectif "Tous Ensemble" demande la libération immédiate des quatre étudiants arrêtés et l'arrêt de toute poursuite

Nous appelons toutes les organisations politiques et syndicales à prendre position comme certaines viennent de le faire dans un communiqué de presse.

Nous appelons tous les membres de Tous Ensemble à faire prendre position à leurs organisations politiques, syndicales, associatives, pour la défense des libertés démocratiques, pour la libération de nos camarades sans aucune poursuite.

Les prises de positions doivent être envoyées à : tousensemblelyon@yahoo.fr ainsi qu'à la presse.

Le bureau de Tous Ensemble Rhône-Alpes

Meeting sur la crise argentine (2001) **mercredi 6 mai à l'Université Paris VII**

Le comité NPA de l'université Paris VII (Paris Rive gauche) organise aujourd'hui mercredi un meeting sur la crise argentine. Ci-dessous le tract qui a été distribué pour y appeler

Argentine 2001: répétition générale de la crise capitaliste mondiale **Réunion publique du comité NPA Paris VII avec la participation de Titin Moreira,** **dirigeant du travail ouvrier du PTS* argentin** **Mercredi 6 mai à 17h salle 027C (à côté de l'amphi 1A)**

Argentine 2001: une énorme crise économique secouait le pays : profonde récession, licenciements massifs, fermeture d'usines, faillite de l'État,... La réponse des travailleurs et de la population a été puissante: grèves générales à répétition, occupations d'usines, mouvements de chômeurs, assemblées populaires, journées révolutionnaires,... Cinq présidents sont successivement tombés, mais au final, les travailleurs n'ont pratiquement rien obtenu. Qu'a-t-il manqué dans cette situation ?

France 2009: la crise économique s'aggrave, le chômage monte en flèche, les contre-réformes pleuvent,... Les travailleurs et les jeunes ont commencé à réagir : journées d'action massives (29 janvier, 19 mars, 1er mai), grève dans les Universités, actions radicales des travailleurs du privé (grèves avec piquets, séquestrations de patrons,...) Que peut-on apprendre de l'expérience argentine pour intervenir aujourd'hui dans la lutte de classe en France? À quelles conditions les travailleurs et les jeunes parviendront-ils à faire payer la crise aux capitalistes?

Contact: npa.paris7@gmail.com

*PTS: Parti des Travailleurs Socialistes, section argentine de la Fraction Trotskyste – Quatrième Internationale. Ce parti compte environ 1300 militants et jouit d'une certaine insertion dans la classe ouvrière industrielle. En particulier, des militants de ce parti jouent un rôle dirigeant dans l'occupation et la gestion ouvrière de l'usine de céramique Zanon dans la province de Neuquén en Argentine.

Hommage au camarade Hoàng Khoa Khôi (1915-2009)

Hoàng Khoa Khôi s'est éteint à Paris le 9 avril 2009 à l'âge de 94 ans. Il était indissociablement un dirigeant trotskyste d'envergure et une figure incontournable et respectée de la diaspora vietnamienne progressiste en France. C'est dans la diaspora vietnamienne et plus particulièrement parmi les travailleurs indochinois du Service de la Main-d'Œuvre Indigène (ces travailleurs que l'État impérialiste français avait fait venir en 1940 pour remplacer des hommes partis au front, puis qu'il utilisa pour la reconstruction) que Khôi a milité dès les années 1940. Il a fait partie des fondateurs et dirigeants du Groupe Trotskyste Vietnamien (GTV) en France. Dans une période où la propagande anti-trotskyste faisait rage, cette organisation se développa vigoureusement, passant d'une douzaine de membres en 1947 à 519 militants en 1950, ce qui en fit l'une des plus importantes sections de la IV^e Internationale en nombre. Elle acquit en outre une influence considérable dans la diaspora vietnamienne. C'est ainsi que, durant toute la période précédant la première Guerre d'Indochine, les trotskystes vietnamiens ont pu proposer une orientation alternative à celle, conciliatrice, du Viêt-Minh et du PCF staliniens : pendant que ces derniers acceptaient le cadre de l'Union Française, les trotskystes étaient les seuls à avancer des mots d'ordre comme « *Résistance contre la France colonialiste et capitaliste!* » ou « *La terre aux paysans, les usines aux ouvriers!* ».

Dans la suite, pendant les deux guerres d'Indochine, le GTV a adopté une attitude de « *soutien critique* » : soutien de la résistance armée anti-coloniale et anti-impérialiste (par les manifestations en France, par des collectes de fonds, etc.), mais critique sur tout le reste, la politique stalinienne du PCV dirigé par Hồ Chi Minh, caractérisée notamment par l'interdiction de toute démocratie ouvrière et la dictature de la bureaucratie au nom de la prétendue « construction du socialisme » au Vietnam. Les nombreux articles de Khôi analysant et critiquant ce régime nous seront d'une aide précieuse pour comprendre l'évolution de ce régime et pour envisager une politique trotskyste pour le Vietnam d'aujourd'hui. Plus récemment, Khôi a lancé une campagne publique pour la réhabilitation de Ta Thu Thâu et des militants trotskystes vietnamiens assassinés par les sbires staliniens dans les années 1940.

Sur le plan international, lors des crises majeures de la deuxième moitié du XX^e siècle, Khôi et le GTV se sont systématiquement opposés aux calomnies des bureaucraties staliniennes et à l'intervention de l'armée soviétique. À ce titre, un des épisodes remarquables et caractéristiques de l'audace politique de Khôi a été l'organisation de la « brigade d'Octobre ». En 1950, au moment où la propagande stalinienne faisait rage contre le régime « fasciste » de Tito, la IV^e Internationale décida d'envoyer des délégations ouvrières pour enquêter sur ce régime. Khôi organisa une expédition de trente ouvriers et étudiants vietnamiens. Sur la base de ce qu'ils constatèrent (« la nationalisation des usines, du commerce et des banques », « la distribution des terres aux paysans », « un début de contrôle ouvrier »), ils déclarèrent que « *les accusations du Kominform visant à amalgamer la Yougoslavie avec un régime fasciste sont sans fondements* » (*Voix ouvrière*, organe du GTV, septembre 1950). Leur analyse du PC yougoslave n'était alors pas dénuée de graves illusions, comme celle de la plupart des dirigeants de la IV^e Internationale à l'époque, mais ils ont su le critiquer avec fermeté quand il adopta une position de « neutralité » pendant la guerre de Corée : « *Les dirigeants yougoslaves ont mené une politique opportuniste et traître. Ils pensent qu'avec cette "tactique" zigzagante vis-à-vis de l'impérialisme, ils peuvent protéger la Yougoslavie. Mais avec leur attitude, la révolution prolétarienne en Yougoslavie ne pourra aboutir qu'à une impasse, car elle ne bénéficiera pas du soutien des peuples révolutionnaires d'Extrême-Orient comme des prolétariats européens.* » (*Voix ouvrière*, novembre 1950.)

Khôi fut le représentant de la majorité de la section vietnamienne au 3^e Congrès de la IV^e Internationale en 1951 et élu au Comité Exécutif. Au moment de la plus grave crise dislocatrice qui ait frappé la IV^e Internationale, entre 1951 (exclusion de la majorité de la section française par Pablo et le Secrétariat international), et 1953 (explosion de la IV^e Internationale et constitution du Comité de la IV^e Internationale, derrière notamment le SWP américain et la SLL britannique), le Groupe Trotskyste Vietnamien en France choisit de suivre Pablo. Il rompra avec lui lorsque celui-ci, au début des années 1960, deviendra conseiller de Ben Bella et thuriféraire de Castro. Membre de la « IV^e Internationale » « réunifiée » en 1963 sous la direction d'Ernest Mandel, le Groupe Trotskyste

Vietnamien en France maintient son autonomie par rapport au PCI dirigé par Pierre Franck, puis par rapport à la LCR des années 1970³.

Dans les années 1980, la disparition de plusieurs militants et le vieillissement de ses dirigeants conduisent le Groupe Trotskyste Vietnamien de France à poursuivre son combat pour la défense du marxisme et du trotskysme, contre l'orientation du Parti Communiste Vietnamien au pouvoir, à travers l'édition d'une revue, *Chroniques vietnamiennes*, qui paraît régulièrement de novembre 1986 à l'été 1991, date à laquelle elle est interrompue. Le Groupe Trotskyste Vietnamien décide alors de fonder la Bibliothèque des études, pour se consacrer à l'édition en langue vietnamienne des œuvres de Trotsky et de textes en français et vietnamien, notamment sur l'histoire des trotskystes vietnamiens. Khôi dirige ce travail et, quelques mois avant sa mort, toujours trotskyste, il était en train de terminer la traduction de *La révolution permanente*.

En ces temps où la subjectivité de la classe ouvrière est en crise partout dans le monde, où les idées communistes et révolutionnaires sont combattues même à l'intérieur des courants qui, il n'y a pas si longtemps, se réclamaient encore de la IV^e Internationale, la détermination et la volonté révolutionnaires dont Khôi a fait preuve jusqu'au bout de sa vie sont un exemple brillant pour tous.

C'est pourquoi deux représentants de la Tendence CLAIRE du NPA, qui avaient rencontré plusieurs fois Khôi et avaient discuté avec lui de l'actualité brûlante des idées trotskystes, ont participé le 16 avril à ses funérailles. Étaient également présents de nombreux amis et camarades vietnamiens de Khôi, Alain Krivine, au nom de l'ex-LCR, et Jean-Michel Krivine, spécialiste de la question vietnamienne dans l'ex-LCR et longtemps chargé des relations avec le GTV. Trois brefs hommages ont été prononcés, l'un par J.-M. Krivine, le second par le plus proche camarade et ami de Khôi et le troisième par un jeune camarade vietnamien dont l'engagement communiste révolutionnaire avait enthousiasmé Khôi, car il tenait plus que tout à assurer la continuité du trotskysme vietnamien ; nous reproduisons ci-dessous le discours de ce camarade. C'est au chant de *L'Internationale* que les militants présents ont rendu leur dernier hommage à Hoàng Khoa Khôi.

Discours prononcé aux funérailles de Hoàng Khoa Khoi le 16 avril 2009 par un jeune militant communiste révolutionnaire vietnamien

J'ai rencontré Hoàng Khoa Khôi environ une dizaine de fois, la première fois étant vers la fin de l'année 2004, alors qu'il avait déjà 89 ans. Malgré cette période relativement brève pendant laquelle j'ai pu connaître Khôi, j'éprouvais pour lui un profond respect et une immense admiration.

Un profond respect, car en tant que jeune militant communiste révolutionnaire, j'ai pu rencontrer en Khôi un camarade qui a mené des combats anti-impérialistes et révolutionnaires au cours des épisodes historiques, comme pendant la première et la deuxième guerres du Viêt-Nam.

Mais ce qui m'a inspiré cette immense admiration, c'était la vivacité de son esprit et la force de ses convictions et de sa volonté, qui étaient évidentes à chaque fois que j'ai pu discuter avec lui. À plus de 90 ans, il avait encore un sens politique des plus aigus, ses analyses n'ayant en rien perdu de leur clarté, et il continuait de suivre de près l'actualité politique. C'est ainsi que, récemment, il s'était enthousiasmé pour la grève générale en Guadeloupe et en Martinique, dont la victoire a dû lui apporter un immense bonheur.

Mais, étant marxiste, il savait qu'il ne suffisait pas d'interpréter le monde mais qu'il importait de le transformer, par et dans l'action politique. C'est ainsi que tout au long de sa vie, sous des formes diverses, il n'a jamais cessé de militer. Son militantisme passait, dans les années 40 à 70, par la construction d'une organisation politique – le Groupe Trotskyste Vietnamien, membre de la IV^e Internationale. Dans les années 80, avec la disparition et le vieillissement des camarades du GTV, Khôi et ses camarades ont poursuivi le combat pour la défense du marxisme et le trotskysme avec l'édition de la revue *Chroniques vietnamiennes*. Plus récemment, à travers la « Bibliothèque d'Études », il s'était consacré à la tâche immense de traduction des œuvres de Trotsky en langue

³ Cf. *Le CRI des travailleurs* (journal de l'ex-Groupe CRI) n° 17, mars-avril 2005, <http://groupecri.free.fr/journal.php?numero=17>

vietnamienne. Il offrait, à tous ceux, jeunes ou moins jeunes qui venaient chez lui, des livres de Trotsky. Il entendait ainsi contribuer à la diffusion des idées authentiquement communistes et révolutionnaires.

C'est avec cette même volonté qui l'a animé pendant plus de 70 ans qu'il a entamé, il y a quelques mois, à l'âge de 94 ans, un nouveau combat. Il a accepté de contribuer à l'édition d'un site web bilingue vietnamien-français, dont le but, ambitieux, était d'apporter au prolétariat vietnamien des analyses politiques d'un point de vue ouvrier aussi bien que des éléments de théorie marxiste.

Malheureusement, sa santé ne lui a pas laissé le temps de mener l'ensemble de ses tâches jusqu'au bout. Son expérience et son intelligence politique nous manqueront certainement, mais nous sommes résolus à poursuivre son combat révolutionnaire, et c'est peut-être cela le meilleur hommage qu'il aurait souhaité que nous lui rendions.

Bibliographie

Collections d'articles éditées par Hoàng Khoa Khôi

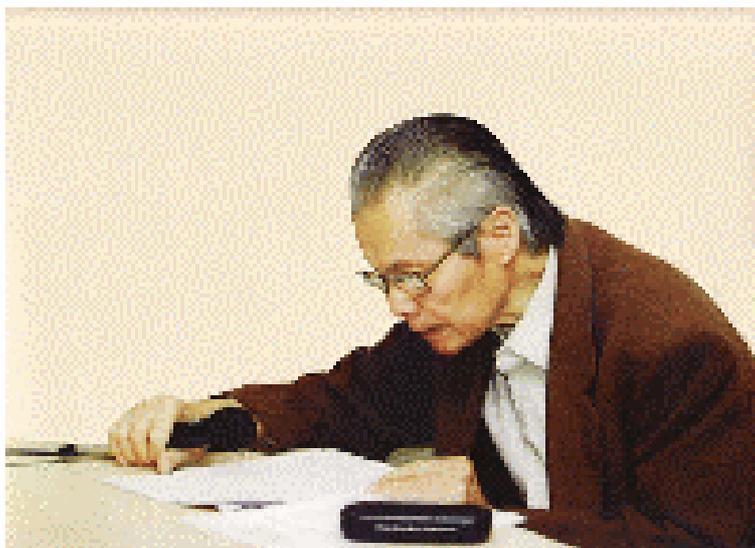
- Dossier de la IV^e internationale (3 tomes) : collections d'articles relatifs au Groupe Trotskyste Vietnamien en France.

Traductions en langue vietnamienne de l'œuvre de Trotsky dirigées par Hoàng Khoa Khôi

- *Ma Vie* (2 tomes)
- *Littérature et Révolution*
- *La révolution permanente*
- *La révolution trahie*
- *Histoire de la révolution russe* (2 tomes)

Sites internet

- Le site de la « Bibliothèque d'Études » : <http://www.tusachnghienccu.org/>
- Le site *Tranh Dau* auquel Khôi a collaboré: <http://tranh dau.wordpress.com/>



Site du NPA : <http://www.npa2009.org>

Site de la tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/>